Affaires courantes

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme): Madame la Présidente, je tiens à participer aujourd'hui au débat sur le rapport du Comité permanent des affaires autochtones intitulé *Questions en suspens*.

J'ai beaucoup aimé ce rapport. Je me souviens d'avoir siégé moi-même à ce comité en 1984, tout de suite après avoir été élue pour la première fois au Parlement, et je sais l'excellent travail qu'il avait alors accompli sous la présidence de M. Penner, bien sûr. Je me réjouis de constater qu'il continue dans cette bonne voie sous la présidence du député de MacLeod.

Dans le rapport, il n'est question des femmes autochtones que dans un seul paragraphe. Le comité y signale que l'Association des femmes autochtones n'a pas pu comparaître aux audiences devant mener à la rédaction de ce rapport, mais qu'il est au fait de certaines des questions dont les femmes autochtones souhaiteraient discuter. Certes, le rapport traite par ailleurs de la garde des enfants, du logement, de l'éducation et de divers problèmes que l'Association des femmes autochtones aurait voulu porter à l'attention du comité.

Je voudrais parler de certains de ces problèmes, de la réaction du gouvernement à cet égard et des mesures que nous avons prises pour les régler.

Auparavant, monsieur le Président, je voudrais revenir sur une observation qu'a faite tout à l'heure le député de Comox—Alberni, en ouvrant le débat. Il a fait savoir que, mise à part la motion dont la Chambre a été saisie mardi dernier, notre gouvernement n'avait vraiment rien fait de substantiel ni de spécifique pour les peuples autochtones du Canada.

Permettez-moi d'exprimer mon désaccord. Cette semaine, je crois qu'à chaque période des questions, il y a eu des questions sur les problèmes dus à la situation à Oka et à Kahnawake ou concernant les revendications territoriales et l'autonomie des autochtones. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et d'autres ministres ont dans leurs réponses fait part des mesures qu'ils comptaient prendre sans tarder pour régler efficacement certains de ces problèmes. Bien sûr, tout cela tenait pour acquis la résolution pacifique de la situation à Oka, résolution que nous avons été heureux de constater mercredi dernier.

La contribution que je juge la plus importante pour l'ensemble de ce débat global et qui, j'en suis certaine, a été considérée dans l'esprit de bien des Canadiens comme essentielle à leur réflexion sur ces problèmes difficiles, c'est le discours qu'a prononcé le premier ministre le mardi 25 septembre. Je veux simplement rappeler aux députés que le premier ministre a alors vraiment fixé un calendrier très précis. Il a dit:

Ce programme qu'il faut entreprendre, à mon avis, aura quatre grands volets: les revendications territoriales; les conditions économiques et sociales dans les réserves; les rapports entre les peuples autochtones et les gouvernements; et les préoccupations des peuples autochtones dans la société canadienne contemporaine.

Il a poursuivi en parlant de façon très particulière de trois initiatives concernant les revendications territoriales. Celle qui m'a le plus réjouie, étant députée de la Colombie-Britannique, signifie que nous abandonnerons la vieille habitude de ne traiter que six revendications à la fois. Le plus grand nombre de revendications territoriales qui restent en suspens viennent de ma province, la Colombie-Britannique. Avec l'ancienne politique il était bien difficile d'avancer rapidement. Je félicite le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et, bien sûr, le premier ministre de cette déclaration. Si l'on ajoute cela au fait que la province ait fait savoir qu'elle était prête à participer à des discussions conjointes, j'espère que l'on pourra faire avancer notablement la question des revendications territoriales en Colombie-Britannique.

• (1350)

Les conditions sociales des réserves sont une autre chose qu'a mentionnée le premier ministre. Tous les députés qui ont pu visiter des réserves savent que les conditions varient considérablement. Dans certains cas la situation est excellente. J'ai dans ma circonscription la communauté de Mount Currie qui a reçu des fonds du précédent gouvernement et de celui-ci pour constituer une communauté entièrement nouvelle où le logement et les services publics sont excellents.

Nous savons toutefois que ce n'est pas le cas dans certains endroits, le nord de l'Ontario par exemple. L'engagement du premier ministre de travailler avec les dirigeants indiens et les gouvernements provinciaux à améliorer les programmes et les services communautaires, comme l'adduction d'eau et les égouts, sera bien accueilli par tous les autochtones.